

Sécheresse et changement climatique : adapter notre agriculture et la gestion de l'eau

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : ses conséquences frappent déjà notre pays, nos territoires, notre agriculture et nos ressources en eau. L'intensification des sécheresses, mais aussi l'alternance avec des épisodes de précipitations extrêmes, nous imposent de préparer dès maintenant la France aux bouleversements en cours et à venir. Cette situation appelle une politique climatique à la hauteur, fondée sur la science, la planification et la justice sociale.

Atténuation et adaptation sont deux exigences complémentaires. Avec son plan climat Empreinte 2050, le Parti communiste français propose de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre et notre empreinte carbone pour atteindre la neutralité carbone en 2050, tout en adaptant nos territoires, nos infrastructures, notre agriculture et la gestion de l'eau aux conséquences du changement climatique déjà engagées. Cette adaptation doit être planifiée démocratiquement, disposer de moyens publics à la hauteur et protéger en priorité celles et ceux qui sont les plus exposés.

Avec près de 70% des départements français soumis à des restrictions d'eau, la Nation traverse une sécheresse historique. L'agriculture française connaît un bouleversement inédit, mais non surprenant du fait des alertes des scientifiques depuis des dizaines d'années. De fortes tensions pèsent sur l'abreuvement des cheptels et les rendements des cultures de printemps s'annoncent très bas notamment en maïs. Face au tarissement des cours d'eau et des captages ainsi qu'au dessèchement des sols, le Parti communiste français tire la sonnette d'alarme. Notre souveraineté alimentaire est plus que jamais menacée si ne nous orientons pas dès à présent vers une **planification démocratique de la gestion de l'eau**, notamment celle utilisée à des fins agricoles.

Adapter les pratiques agricoles pour faire face aux pénuries et excès d'eau

Le Parti communiste français considère que **les sols doivent être considérés comme les premiers réservoirs d'eau**, d'où l'enjeu d'accroître leur capacité de rétention. C'est à ce titre que les communistes défendent l'adaptation des pratiques agricoles, d'où la nécessité d'une transformation agroécologique d'ampleur. Des **aides couplées** ainsi que des **mesures agro-environnementales et climatiques** (MAEC) dédiées mériteraient de soutenir des pratiques favorables à l'augmentation de la capacité de rétention des sols, à l'image de l'enfouissement de couverts végétaux et l'incorporation d'effluents d'élevage. A ce titre, le PCF défend vigoureusement la **désécialisation régionale de notre agriculture**, avec la nécessité de réintroduire un élevage durable dans des régions céréalières. Les communistes défendent également une **toute autre politique de sélection variétale**, centrée sur l'adaptation des variétés au dérèglement climatique, d'où un **nécessaire soutien à la recherche agronomique publique**.

Si l'eau manque à l'heure où paraît ce communiqué, celle-ci pourrait se retrouver en excès d'ici quelques mois. N'oublions donc pas que les prairies permanentes, les zones humides et les haies jouent un rôle clé pour contenir les excédents d'eau. Pour ce faire, **les aides du premier pilier de la Politique agricole commune** devraient être bonifiées lorsqu'il s'agit de prairies permanentes et de zones humides, essentielles à la régulation des cycles de l'eau. Il en est de même pour les haies, qui mériteraient une **simplification et une revalorisation du Label Haie**. De même, à travers le *Plan Empreinte 2050*, les communistes défendent **la plantation de millions de mètres linéaires de haies**, avec l'objectif de redonner à l'arbre toute sa place dans les agroécosystèmes. Le PCF alerte également sur la nécessité de **lutter contre l'artificialisation des sols** qui contribue à l'imperméabilisation de ces derniers.

Gérer la ressource avec parcimonie et la consacrer à la satisfaction des besoins sociaux

Le stockage de l'eau en dehors des sols ne doit pas être un sujet tabou. Plus que la multiplication des infrastructures individuelles, les communistes défendent **la construction de nouveaux ouvrages multi-usages structurants d'intérêt général**. Ces lacs-réservoirs de grande capacité, idéalement connectés entre eux, permettraient de stocker les excédents d'eau, par exemple lors des fontes des neiges ou en cas

de forts ruissellements. Dans le même temps, ces infrastructures rendraient également possible **la production d'hydroélectricité supplémentaire** sous maîtrise publique. Cette gestion centralisée des eaux de surface permettrait ainsi de prévenir les inondations et d'effectuer des lâchers pour soutenir le débit d'étiage des cours d'eau lorsque cela le nécessite. Pouvons-nous en effet continuer de voir nos rivières à sec quand 176 milliards de mètres cubes s'écoulent chaque année vers la mer ?

Outre un soutien aux grands ouvrages hydrauliques, les communistes s'avèrent favorables à **la création encadrée de petites retenues collinaires pour l'abreuvement des animaux**. Quant au pompage d'eaux souterraines, **ce type de prélèvement doit avoir lieu en dernier recours**, en fonction du contexte hydrogéologique local, uniquement lorsque les nappes sont saturées et après validation des syndicats de bassins versants.

Se pose ensuite la délicate question du partage de la ressource. Le Parti communiste français rappelle **son opposition à l'accaparement de l'eau par une minorité d'irrigants** cherchant à maximiser les rendements ou à produire des denrées non essentielles à notre souveraineté alimentaire. Les communistes défendent une **répartition équitable de la ressource** en priorisant **la satisfaction des besoins sociaux**, à l'image de l'irrigation de cultures légumières et fruitières destinées à la consommation régionale, cultivées sur des exploitations agricoles créatrices de valeur ajoutée et d'emploi. Cela va de pair avec une **gouvernance partagée**, associant les pouvoirs publics et les agriculteurs, ainsi que l'ensemble des usagers (citoyens, collectivités locales, autres activités économiques, etc.). A l'opposée de l'anarchie de la multiplication des infrastructures privées de stockage de l'eau, nous répondons par la planification démocratique au service de tous les agriculteurs.

Paris, le 15 août 2026

Parti communiste français